



NATHALIE ARTHAUD

Pantin, le 1er avril 2012

Human Rights Watch
142 rue Montmartre
75002 Paris

Monsieur,

Vous avez adressé à tous les candidats à l'élection présidentielle un courrier portant sur dix questions liées aux droits de l'homme. Chacune me touche évidemment. Mes camarades de Lutte Ouvrière et moi-même, dans nos publications ou interventions publiques, dénonçons fréquemment les violations des droits de l'homme ici ou dans le monde ; d'ailleurs nous nous appuyons entre autres sur les rapports de votre association. Cependant, vous demandez de vous répondre en tant que future présidente de la République éventuelle. Or, il est évident que je ne serai pas élue, comme tous les candidats à l'exception d'un seul. Vous donner une quelconque garantie ne serait pas loyal.

Mais il y a une seconde raison, de fond cette fois, qui m'embarrasse pour répondre aux questions telles que vous les formulez. En effet, vous n'ignorez pas que mon engagement politique s'inscrit dans la tradition, dans la filiation du mouvement communiste, du trotskysme. Je pense donc que des révolutions sociales sont nécessaires pour permettre à l'humanité de construire un monde débarrassé de la misère matérielle culturelle ou morale, et de toutes les formes d'oppression, de ségrégation ou de discrimination. Je n'ai donc aucune confiance dans les appareils d'Etats, en particulier des pays que l'on désigne comme « occidentaux », pas plus que dans les institutions internationales comme l'ONU pour respecter ou faire respecter les droits de l'homme. Cela ne veut pas dire que les pressions sur les Etats sont inutiles, et votre travail d'enquêtes et de dénonciation est indispensable. Je tenais cependant à vous rappeler que c'est en tant que communiste révolutionnaire que je réponds à votre questionnaire.

A propos de la France

A propos des questions concernant la France, je suis évidemment pour garantir la libre circulation des Roms à l'intérieur de l'Union européenne, au même titre que je ne peux qu'encourager toutes les dispositions visant à lutter contre les discriminations envers ces populations d'Europe centrale. Mais déjà cette question pose des problèmes de fond, liés à la situation politique et sociale, à la démagogie de courants de droite ou d'extrême droite en particulier dans la crise économique actuelle. Et malheureusement, je pense que pour changer le sort des Roms, il faudra

bien plus que la rédaction ou le vote de résolution par l'UE ou par les autorités françaises.

A propos des violences faites aux femmes, je suis bien sûr pour toutes les dispositions légales et la nouvelle Convention du Conseil de l'Europe les renforce indiscutablement. C'est donc tant mieux. Mais la loi est une chose, la réalité en est une autre ; d'ailleurs, même si c'est sur un autre terrain que celui des violences faites aux femmes, la récente journée du 8 mars a rappelé qu'en France, malgré les lois votées depuis des années, l'égalité salariale reste une gageure, quant à la parité en politique, c'est la même chose. Alors, des lois oui, mais surtout des combats collectifs, menés par des femmes et des hommes pour les faire appliquer et enfin des moyens donnés à une véritable éducation pour tous afin de faire reculer les préjugés, la bestialité contre les femmes.

Enfin, sur les contrôles abusifs, bien sûr que tout moyen permettant de les limiter ou de les faire disparaître est le bienvenu. Mais surtout, je pense que la police ne devrait plus être en situation d'échapper à tout contrôle de la part de la population ; par exemple, les commissariats devraient être visitables à tout moment par les habitants des quartiers ou les associations ; ce devrait être des « maisons de verre » ; au lieu de cela, la police est aujourd'hui – en particulier dans les « cités » – coupée de la population. Là encore ce serait bien plus qu'une attestation de contrôle qu'il faudrait pour éradiquer les abus, empêcher ce qui est appelé « les bavures ».

A propos de l'homosexualité, en France et dans le monde

Je suis bien sûr contre toutes les formes de persécution, de discrimination dont sont victimes les homosexuelles. Je condamne la peine de mort pour homosexualité, comme d'ailleurs la peine de mort en général.

A propos de « diplomatie et droits de l'homme »

Je commencerai par répondre à votre question concernant d'anciens dirigeants de pays africains qui devraient être poursuivis, de « manière impartiale » comme vous l'écrivez, pour leurs exactions quand ils étaient au pouvoir. Je ne suis évidemment pas contre ; qu'un Laurent Gbagbo soit puni, cela ne me gênerait absolument pas. Mais, si je veux d'abord répondre sur l'Afrique, c'est que l'Etat français, les gouvernements français et derrière eux les Bouygues, Bolloré, Total, etc., y sont directement impliqués, en particulier en Côte d'Ivoire. Impliqués mais rarement, voire jamais inquiétés pénalement. Et c'est cette situation que je veux dénoncer. Car ce sont les mêmes dirigeants français qui se montrent bienveillants, voire solidaires sur le plan financier, policiers, militaires, avec des dictateurs ou des régimes violant constamment les droits de l'homme qui sont capables de faire de beaux discours sur les droits de l'homme ou de justifier une intervention militaire sous mandat onusien, ou non, au nom des droits de l'homme. Alors, je crois qu'il faut que l'on balaye devant notre porte. Pour ma part, je ne parviens pas à oublier l'implication de l'Etat français, au Rwanda en particulier au début des années 1990 et jusqu'au génocide. C'est pour cela qu'à propos de la Syrie, je ne fais absolument pas confiance aux déclarations du gouvernement français, et des gouvernements occidentaux en

général et je ne soutiendrai aucune intervention militaire en Syrie pas plus que je n'avais soutenu l'intervention en Lybie. Bien sûr la position de la Chine et de la Russie sont révélatrices du peu de cas que ces pays font de la situation des peuples, et du leur d'ailleurs. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut oublier qu'il n'y a pas si longtemps Bachar el Assad, comme Kadhafi, Moubarak ou Ben Ali étaient tout à fait fréquentables pour les dirigeants français.

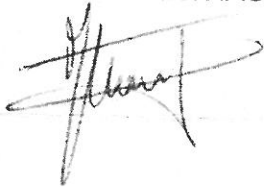
Ma position à propos de l'Afghanistan est d'abord celle d'un retrait des troupes de l'Otan, et donc des troupes françaises. La situation dans cette région du monde est une illustration dramatique de l'état de la planète : l'occupation et les opérations militaires coûtent chaque année depuis 2001 des milliards d'euros, bien plus que ce que l'on consacre à l'enseignement, aux soins hospitaliers ou médicaux, au développement économique du pays. Et pour quoi ? Pour avoir des talibans – ou des chefs de guerre aux portes du pouvoir et des tensions qui se sont élargies au Pakistan.

Enfin pour terminer, il est évident que je me joins à ceux qui réclament la libération immédiate de Liu Xiaobo et celles des signataires de la Charte 08. De même, Lutte Ouvrière a souvent l'occasion de dénoncer les violations des droits humains, la brutalité du régime de Poutine en Russie.

En conclusion, il faudra changer le monde et le débarrasser du capitalisme dont le fonctionnement produit naturellement injustices et ignominies. Le combat reste néanmoins permanent, quotidien. Vous avez choisi de le mener par un travail de dénonciation et de pression sur les instances étatiques. C'est votre choix et je le respecte. Je vous souhaite donc plein de courage et de persévérance.

Veuillez recevoir, monsieur, mes sincères salutations distinguées

Nathalie ARTHAUD

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Arthaud', written over a horizontal line.